

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 avenue des Langories  
26 000 VALENCE

Valence, le 14/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **Société HYPERION MATERIALS TECHNOLOGIES**

625 Route de la gare  
26 210 EPINOUBE

Référence : 20220414-RAP-DAEN0306

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement HYPERION MATERIALS TECHNOLOGIES implanté 625 Route de la gare 26 210 EPINOUBE. L'inspection a été annoncée par courriel le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la campagne régionale relative à la prévention du risque incendie dans les installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYPERION MATERIALS TECHNOLOGIES
- 625 Route de la gare 26210 EPINOUBE
- Code AIOT dans GUN : 0010300128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site HYPERION d'Epinozue réalise des outils de coupe à destination du secteur de l'hygiène corporelle ainsi que des pièces pour le secteur de l'aéronautique, à partir d'une activité de frittage dans le domaine de la métallurgie des poudres (carbure de tungstène et de cobalt).

Le site d'Epinozue qui emploie une centaine de salariés appartient, depuis 2018, au fond d'investissement américain KKR (15 sites de production et 1700 salariés).

Les installations classées ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n° 08-2860 du 01/07/2008.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- suites de la visite d'inspection réalisée en mai 2019
- prévention du risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 3.1.3.1.1	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 4-8-3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, Annexe 1	/	Sans objet
Coactivité société TEPP Hellios	Suites de l'inspection du 21/05/2019,	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 6.3	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 3.6.4.2	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 3.7.7	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 6.2.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré un suivi attentif de la prévention du risque incendie et de la maintenance des matériels.

Sont identifiées néanmoins 3 non-conformités :

- l'état des matières stockées sera à compléter pour intégrer les matières combustibles ;
- les matériels spécifiques de défense incendie relatifs au stockage d'hydrogène sont à compléter ou préciser ;
- enfin, le bassin de rétention des eaux incendie, dont le caractère non opérationnel en termes de réseau de collecte et de dimensionnement était bien identifié par l'exploitant, devra être remis en conformité dans les meilleurs délais.

Enfin la situation de l'entreprise TEPP déjà évoquée lors de la visite d'inspection de 2019 devra aboutir, soit par le déménagement de cette société, soit par la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques d'effet domino.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : 1. Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, Annexe 1	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, actualisation	
<b>Prescription contrôlée :</b> Annexe 1 – Activités	
<b>2546</b>	Autorisation      Activité de frittage des pièces en carbure 3 fours à hydrogène dont : - 1 four à pression - 2 fours sous vide (dont 1 mettant en œuvre du CO)
<b>1131-1-c</b>	Déclaration      Stockage des poudres de carbure métallique : - Bâtiment « usure » : 30 t //4130.1Déclaration
<b>1418.3</b>	Déclaration      2 cadres de 48 m <sup>3</sup> 16 bouteilles de 6 m <sup>3</sup> Total 192 m <sup>3</sup> , 216 kg
<b>1416.3</b>	Déclaration      stockage d'hydrogène en capacité équivalente de 2 800 m <sup>3</sup> , 410 kg
<b>2560.2</b>	Déclaration      Équipements de compaction, compression et usinage totalisant une puissance de 300 kW
<b>2564-2</b>	Déclaration      1 fontaine à solvant sur fût de 200 litres
<b>2920-2-b</b>	Déclaration      2 compresseurs d'air, puissance unitaire = 55 kW Appareils de climatisation totalisant une puissance de 332 kW
<b>2921-1-b</b>	Déclaration      1 tour aéroréfrigérante de 188 kW de type « circuit primaire fermé »
<b>2575</b>	NC                      2 postes de sablage de puissance < 20 kW
<b>Constats :</b>	
<p>La nomenclature a été modifiée sur plusieurs rubriques depuis l'arrêté d'autorisation initial. L'exploitant avait transmis une mise à jour de son tableau de classement dans le cadre du recensement au titre de la directive Seveso 3.</p> <p>La rubrique 2546 a été modifiée dans la nomenclature depuis l'arrêté d'autorisation du site. L'activité relève désormais de l'autorisation à partir d'un seuil de capacité de production de 2 t/j. L'exploitant n'est pas en mesure de donner en séance sa capacité de production exacte.</p> <p>Rubrique 4130 (ex rubrique 1131) : l'exploitant confirme que le stock de poudre de tungstène est au maximum de 30 tonnes (seuil de déclaration)</p> <p>4719 (ex rubrique 1418) : le stockage d'acétylène est de 216 kg, il est situé en dessous des seuils de classement dans la nomenclature</p> <p>4715 (ex rubrique 1416) : le stockage d'hydrogène correspond à la mise à jour transmise (194 kg) (déclaration)</p> <p>2560 (travail mécanique des métaux et alliages): la puissance correspond à celle déclarée dans la mise à jour transmise, soit 600 kW (seuil de déclaration).</p> <p>2564 – Des solvants sont utilisés en maintenance pour le nettoyage de pièces – des évolutions ont eu lieu avec des cabines de nettoyage et l'utilisation de produits différents solubles (utilisation de renoclean WSA 4002 et d'eau déminéralisée). Les solvants utilisés ne présentent a priori pas les mentions de dangers visées au 3. de la rubrique. L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer le volume des cuves de traitement.</p> <p>2920 – la rubrique a été supprimée de la nomenclature</p> <p>2921 : les éléments précédemment transmis sont toujours d'actualité (TAR de 930 kW – seuil</p>	

déclaration)
2575 (emploi de matières abrasives) : 24 kW pas de changement par rapport à la mise à jour transmise ; cette rubrique ne figure pas dans l'arrêté et sera à mettre à jour dans celui-ci.
<b>O1/ L'exploitant transmettra <u>sous 1 mois</u> les éléments permettant la mise à jour de son tableau de classement au titre des ICPE.</b> <b>En particulier :</b> - l'exploitant se positionnera au regard de la rubrique 2546 et du seuil d'autorisation fixé à une capacité de production de 2 t/j ; - l'exploitant justifiera les solvants utilisés et le volume des cuves et se positionnera sur son classement au titre de la rubrique 2564 ; - l'exploitant confirmera les autres mises à jour précédemment transmises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 2. Coactivité société TEPP Hellios

<b>Référence réglementaire :</b> Suites de l'inspection du 21/05/2019
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, effet domino
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lors de l'inspection du 21/05/2019, il a été constaté la présence d'une entreprise tierce à l'intérieur de l'emprise de l'ICPE (TEPP Hellios), à l'origine d'un départ de feu en décembre 2018). Une mise à jour de l'étude de danger a donc été demandée pour apprécier le risque lié à cette présence. Un rapport APAVE du 30/12/2019 a été transmis. Par courriel du 08/06/2020 l'exploitant avait informé l'inspection du choix de ne pas investir dans les mesures de maîtrise des risques proposées par l'APAVE et de mettre fin au bail concédé à la société TEPP Hellios (échéance 30/04/2021). L'inspection en avait pris acte par courriel du 16/07/2020.
<b>Constats :</b>  Il est constaté que la société TEPP est toujours présente sur le site.  L'exploitant indique que la rupture de bail a été faite, mais sans accord sur la rupture, il a pour l'instant été impossible de faire quitter les lieux à la société. Les négociations ont pu reprendre et la société TEPP devrait partir d'ici l'été.  <b>O2/ L'exploitant apportera sous 2 mois tous les justificatifs pour confirmer le départ effectif dans un bref délai de la société TEPP des locaux situés au sein de l'établissement. À défaut, les mesures préconisées par la mise à jour de l'étude de danger devront être mises en œuvre et pourront être imposées par arrêté complémentaire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 3. État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  Le plan du site identifie les différents lieux de stockage des gaz inflammables (acétylène, oxygène, hydrogène) – le plan présenté en séance ne permettait pas de visualiser le stockage d'hydrogène.  L'exploitant dispose d'une liste exhaustive des produits chimiques, considérés comme les produits les plus combustibles sur le site. La liste des produits chimiques du site avec quantités, localisations et accès aux FDS est présentée ; sa mise à jour est du 20 janvier 2022 ; elle identifie les quantités susceptibles d'être présentes, y compris pour les produits non classés dangereux.  Les matières combustibles, hors produits chimiques ne sont pas recensées (emballages en expédition, mousse (environ 1 m <sup>3</sup> ) en expédition externe ...).  La zone déchets (plastique carton bois ferrailles) est située à plus de 10 m des bâtiments (vue sur le terrain).  Le dossier des FDS est accessible sur le réseau de l'entreprise par tous. La FDS du mélange pour métal dur (carbure de tungstène et cobalt) est consultée.  <b>O3. Le plan du site sera mis à jour pour bien faire apparaître les différents lieux de stockage de gaz (notamment hydrogène).</b>  <b>NC1. L'état des matières stockées devra être complété des matières combustibles hors produits chimiques (délai 1 mois).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 4. Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, et conformes aux normes en vigueur.  Afin de satisfaire à un besoin en eau, égal à 240 m <sup>3</sup> /h, estimé à partir de la plus grande surface unitaire du site, le réseau hydraulique sera constitué :

- de poteaux d'incendie normalisés, incongelables, installés conformément aux normes NFS 61-213 et NFS 62-200

→ ces poteaux devront fournir simultanément un débit de 60 m<sup>3</sup>/h, sous une pression minimale de 1 bar pendant 2h au moins

- d'une réserve d'eau constitué par le canal cette réserve possédera une aire d'aspiration présentant les caractéristiques suivantes :

- le point d'eau sera, en toute saison, en mesure de fournir en deux heures les 120 m<sup>3</sup> nécessaires,
- il sera au maximum à 400 m des risques à défendre,
- la hauteur d'aspiration ne sera pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 m,
- l'aire d'aspiration sera toujours accessible aux engins pompes,
- la superficie minimale de cette aire sera de 32 m<sup>2</sup> (8x4)

En outre les moyens à mettre en œuvre se composent au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21A pour 250m<sup>2</sup> de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) type 55B près des installations de liquides et gaz inflammables,
- les extincteurs seront placés dans des endroits signalés et rapidement accessibles en toute circonstance,
- d'un réseau incendie armé,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- d'un système interne d'alerte incendie.

Ces moyens ne préjugent en rien des moyens spécifiques, requis pour la défense des installations, visés dans les prescriptions de l'article 3 ci-après.

Un plan d'établissement répertorié sera établi en collaboration avec le service prévention du SDIS. Ce plan aura pour objet la planification de l'alerte des services de secours en cas de sinistre.

#### **Constats :**

Le site dispose de 4 poteaux d'incendie (allée centrale, 2 côté sud, 1 côté est) ; le contrôle annuel des poteaux incendie (21/6/21) est présenté : le débit contrôlé total est de 198 m<sup>3</sup>/h.

Il dispose de 280 m<sup>3</sup> de réserve d'eau et d'une pompe d'aspiration dans le canal (utilisée environ 1 fois/an). La réserve d'eau est bien présente sur le site. L'aire d'aspiration est accessible, derrière un portail ; la pompe et les tuyaux sont disponibles ; néanmoins l'accès au canal (berge) est embroussaillé.

Des extincteurs sont présents (106 portatifs et 4 douches de sécurité), ainsi que 8 RIA et 4 trappes de désenfumage.

Le plan de sécurité incendie (plan et consignes de sécurité) est présenté. Il n'appelle pas d'observation.

Un système d'alerte par sirène est présent ; 2 exercices sont réalisés par an ; l'activation de la sirène se fait le 1er jeudi du mois à 12 h.

**O4. Un débroussaillage de l'accès au canal permettrait de faciliter l'intervention en cas de besoin d'aspiration d'eau dans ce canal.**

**Type de suites proposées :** Sans suite administrative

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 5. Moyens de lutte contre l'incendie (Hydrogène)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 3.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.1.3.1. Moyens de secours contre l'incendie 3.1.3.1.1 - Prescriptions spécifiques à l'hydrogène gazeux  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 extincteur à poudre de 50 kg sur roues,</li><li>- 1 robinet d'eau de 40 mm, équipé d'une lance susceptible d'être mise instantanément en service.</li></ul> Ces matériels doivent être disposés à proximité de l'installation, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie. En cas d'incendie dans le voisinage de l'installation, des dispositions doivent être prises pour protéger l'installation.
<b>Constats :</b>  L'extincteur sur roues est présent à proximité du stockage d'hydrogène.  L'exploitant ne dispose pas d'un robinet d'eau spécifique équipé d'une lance à proximité du stockage d'hydrogène (ces prescriptions sont issues de l'arrêté ministériel fixant les prescriptions pour les établissements soumis à déclaration). Les poteaux d'incendie ou RIA sont plutôt éloignés.  <b>NC2. L'exploitant apportera les justificatifs de la mise en œuvre du dispositif prévu, ou d'un dispositif équivalent, par son arrêté sous 2 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** 6. Moyens de lutte contre l'incendie (substances et préparations toxiques)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 3.6.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.6.4.2. Moyens de secours contre l'incendie (substances et préparations toxiques)  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :  - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.  - Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés,  - d'une réserve de sable meuble et sec adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,  - d'un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage.
<b>Constats :</b>  Une réserve sable est présente en entrée d'usine. Elle n'est pas protégée des intempéries.  Il convient de préciser que ces prescriptions spécifiques concernent les stockages de substances et préparations toxiques, à savoir sur le site les mélanges de carbures métalliques, qui ne nécessitent pas de neutralisant spécifique.  <b>O5. La réserve de sable est à protéger des intempéries.</b>  <b>O6. L'exploitant apportera les justificatifs pour confirmer l'absence de besoin d'un neutralisant spécifique pour les carbures de tungstène.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 7. Moyens de lutte contre l'incendie (acétylène)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 3.7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.7.7 Moyens de secours contre l'incendie  L'installation doit être dotée de :  - deux extincteurs à poudre de 9 kilogrammes chacun, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. - un poste d'eau équipé en permanence disposé à distance convenable pour permettre l'arrosage éventuel des bouteilles d'acétylène dissous de façon à éviter leur échauffement.
<b>Constats :</b> Un poteau d'incendie est situé à proximité du stockage d'acétylène et l'exploitant dispose de tuyaux pour s'y raccorder.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 8. Maintenance et test**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 6.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un dispositif d'extinction automatique sur une partie de l'atelier. L'exploitant indique que cette installation ne nécessite pas de contrôle périodique. Le site dispose de détecteurs incendie (centrale polaris) ; le plan de détection est présenté (15 détecteurs dans l'atelier avec sirène automatique + transmetteurs téléphoniques). L'inspection n'a pas consulté le contrôle de la centrale de détection faute de temps.  Le contrôle des extincteurs est effectué. Le rapport dessautel du 23/12/21 est présenté ; les corrections ont été effectuées en février le 24/02/2022.  Le contrôle des RIA (rapport 23/12/2021) est présenté. Il n'appelle pas d'observation.  Les équipiers de première intervention manipulent le matériel lors des exercices (en 2021 l'ensemble des équipiers est passé sur le matériel).  <b>07. L'exploitant transmettra les justificatifs de l'absence de nécessité de contrôle de l'installation de sprinklage et du dernier contrôle de la détection incendie. Il précisera si la présence d'un système d'extinction automatique a été retenue pour le dimensionnement des besoins en eau pour la défense incendie.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 9. Prévention du risque pollution par eaux extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2008, article 4.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b>  4.8.3 Bassin de confinement  Les installations seront pourvues d'un bassin, d'un volume minimal égal à 200 m <sup>3</sup> , destiné à recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.  Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b>  Un bassin est présent en limite de bordure nord-ouest de l'usine. La configuration topographique du site ne permet pas d'orienter toutes les eaux d'incendie vers ce bassin.  L'exploitant a identifié cette problématique et réévalué le besoin de confinement des eaux d'extinction, à 800 m <sup>3</sup> , sur la base des calculs D9/D9A.  Un plan d'action est en cours de rédaction pour identifier les solutions, avec le souhait d'utiliser les bâtiments en rétention propre.  <b>NC3. Le bassin de confinement n'est pas opérationnel et ne permettrait pas de recueillir toutes les eaux incendie. L'exploitant transmettra son plan d'action de remise en conformité sous 1 mois, avec un échéancier qui ne devra pas dépasser 6 mois pour la mise en conformité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet